

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LYONS ANDELLE**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux juin à 18h30 à Charleval, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Luc ROMET, en séance publique.

Nombre de délégués	<u>Etaient présents :</u>	
En exercice : 48	Amfreville les Champs	M. Cordier,
	Bacqueville	M. Collette,
	Beauficel-en-Lyons	
	Bosquentin	Mme Fouquet,
	Bourg Beaudouin	M. Halot,
Présents : 38	Charleval	Mme Héquet, MM. Emo, Calais,
Votants : 46	Douville/Andelle	M. Cramer,
	Fleury-la-Forêt	M. Godebout,
	Fleury sur Andelle	MM. Gavelle, Vieillard.R,
	Flipou	M. Bréant,
	Houville-en-Vexin	M. Lebreton,
	Le Tronquay	
Date de convocation :	Les Hogues	Mme Bachelet,
Le : 16 juin 2023	Letteguives	
	Lilly	Mme Lancien,
	Lisors	M. Herbin,
	Lorleau	
	Lyons-la-Forêt	
	Ménesqueville	M. Cahagne,
	Perriers/Andelle	Mme Dupart, MM. Defrance, Duval, Mutel,
	Perruel	M. Quéné,
	Pont Saint Pierre	Mme Lavigne, M. Hébert,
	Radepont	M. Saquet,
	Renneville	M. Vieillard G.,
	Romilly/Andelle	Mmes Biville, Le Tourneur, Jullien, MM. Chivot, Romet,
		Dulondel, Vieux,
	Rosay-sur-Lieure	M. Béharel,
	Touffreville	Mme Malhaire,
	Val d'Orger	M. Blavette,
	Vandrimare	M. Dechoz,
	Vascoeuil	M. Moëns.

Étaient excusés : M. Bonneau, Mme Jourdan.

Pouvoirs : M. Baldari à M. Halot, M. Bézirard à Mme Bachelet, Mme Dalissier à M. Calais, Mme Grégoire à M. Romet, Mme Grouchy à Mme Lancien, Mme Marteau à M. Cahagne, M. Pillet à M. Godebout, M. Ziéliniski à M. Gavelle.

Environnement, développement durable et mobilités : Mise en place d'une incitation financière à la pratique du covoiturage : approbation

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté de communes Lyons Andelle annexés à l'arrêté préfectoral du 15 juin 2022 portant modification des statuts de la Communauté de communes Lyons Andelle et notamment sa qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) ;

Vu la délibération n°124/2023 du conseil communautaire en date du 22 juin 2023 approuvant la mise en place d'un service de covoiturage à titre expérimental pendant une durée d'un an ;

Vu l'avis favorable des membres de la commission environnement, développement durable et mobilités en date du 6 juin 2023 ;



La pratique du covoiturage constitue un axe fort pour le développement d'une politique intercommunale des mobilités.

Dans la continuité du déploiement d'un service de covoiturage et afin d'encourager sa pratique, il est proposé de mettre en place une incitation financière auprès des passagers.

L'incitation financière viserait à prendre en charge la part normalement payée par le passager selon les modalités suivantes :

	Trajet de 2 à 20km	Trajets de 20 à 30km	Au-delà de 30km
Gain conducteur	2 € par passager transporté	2 € par passager transporté + 0.10€/km au-delà de 20km et par passager transporté	3 € par passager transporté
Incitation de la Communauté de communes	2 € par passager transporté	2 € par passager transporté + 0.10€/km au-delà de 20km et par passager transporté	3 € par passager transporté
Reste à charge pour le passager	0 €	0 €	0 €

Compte tenu de la mise en place de cette incitation financière sur certains territoires limitrophes, il est convenu que l'intercommunalité s'engage à financer :

- uniquement les trajets ayant pour point d'arrivée Lyons Andelle, lorsque le territoire d'origine ou de destination a mis en place une incitation financière ;
- les trajets aller et retour vers les autres territoires.

Il est proposé que la Communauté de communes provisionne 10 000 € afin de cofinancer ces trajets, auxquels Klaxit ajoute 10 000 €, soit une enveloppe totale de 20 000 € permettant la gratuité du service pour les passagers pendant 12 mois, et encourager le développement du covoiturage des habitants et salariés du territoire Lyons Andelle.

En complément, la Communauté de communes Lyons Andelle sollicitera l'Etat dans le cadre du fonds vert, dont l'intervention pourrait également s'élever à 10 000 €.

Une convention vient régir les modalités financières de ce partenariat pour que ce nouveau service soit opérationnel en septembre 2023.

Le conseil, par 41 voix « pour », 2 voix « contre » (MM. Cahagne, Dechoz) et 3 abstentions (MM. Collette, Hébert, Vieux),

- autorise le Président à signer la convention relative à l'incitation financière mise en place dans le cadre du développement du covoiturage sur le territoire Lyons Andelle, telle qu'annexée à la présente délibération ;
- autorise le Président à solliciter les subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat, et tout autre organisme ou collectivité susceptibles d'apporter une aide financière.

Le registre dûment signé les jours, mois et an susdits.

Pour copie conforme.

Le Président,

 Rue Martin Liesse
 27380 CHARLEVAL
 Jean-Luc ROMET


Voies et délais de recours : la présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rouen ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes Lyons Andelle.

La Communauté de communes dispose d'un délai de deux mois pour répondre à un recours gracieux. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois.



**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE AUX
COVOITUREURS PAR KLAXIT**

PROJET

ENTRE :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LYONS ANDELLE, au 15 rue Martin Liesse, BP 20, 27380, Charleval

Numéro SIRET : 200 070 142 00019

Représentée par M. Jean-Luc ROMET, en qualité de Président,

Ci-après désigné « la Collectivité »

ET :

KLAXIT, dont le siège est situé au 84 avenue de la République, 75011, Paris, France,

Numéro RCS de Paris : 753 153 238

Capital social : 46 479 euros

Représenté par Adrien TAHON, en qualité de Vice-Président Business Development, dûment habilité,

Ci-après désigné « **l'Opérateur** »

PRÉAMBULE

Considérant la compétence portée par la **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LYONS ANDELLE** en matière de mobilité partagée active et solidaire ;

Considérant la compétence de la Communauté de communes Lyons Andelle en matière de mobilités partagées, actives et solidaires,

Considérant que les services de covoiturage représentent des nouvelles solutions de mobilité, complémentaires aux dispositifs traditionnels de transport ;

Compte tenu de la publication de la Loi d'Orientation des Mobilités au Journal Officiel le 24 décembre 2019 et plus particulièrement son article 35, et la publication de ses décrets d'application relatifs à la pratique du covoiturage, à savoir le décret n°2020-678 du 5 juin 2020 relatif à la nature des frais de covoiturage et aux conditions de versement d'une allocation par les autorités organisatrices et le décret n°2020-679 du 5 juin 2020 portant définition du seuil de distance applicable aux très courts trajets de covoiturage ;

Considérant le « Registre de preuve de covoiturage » porté par la Direction Générale des Infrastructures des Transports et de la Mer (« **DGITM** », Ministère de la Transition Écologique), permettant de faire converger et d'attester des trajets effectués en covoiturage ;

Considérant que KLAXIT est implanté sur le territoire du **la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LYONS ANDELLE** et que KLAXIT :

- A su développer un réel savoir-faire et une offre en matière d'accompagnement des employeurs et de communication terrain auprès du grand public permettant ainsi de créer rapidement une masse critique de covoitureurs ;
- Met en avant sur son application les points de rencontre covoiturage spécifiques à **la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LYONS ANDELLE** ;
- A mis en place des mécanismes spécifiques de vérifications d'identité des covoitureurs afin d'offrir des garanties suffisantes sur la bonne utilisation de l'incitation financière aux covoitureurs.

Dans ce contexte, **la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LYONS ANDELLE** souhaite encourager et développer la pratique du covoiturage sur son territoire par l'intermédiaire de la plateforme KLAXIT.

Il est ainsi décidé de conclure une convention de partenariat afin d'organiser les modalités du versement d'une incitation financière aux covoitureurs dont le trajet a été avéré.

Ceci exposé, les Parties ont convenu ce qui suit :

Article 1. DÉFINITIONS

Le « **Conducteur** » désigne la personne mettant à disposition son véhicule à des fins de covoiturage.

La « **Convention** » désigne le présent accord définissant les obligations des Parties et leurs conditions d'exécution.

Le « **Covoiturage** » tel que défini par l'article L. 3132-1 du code des transports est « *l'utilisation en commun d'un véhicule terrestre à moteur par un conducteur et un ou plusieurs passagers, effectuée à titre non onéreux, excepté le partage des frais, dans le cadre d'un déplacement que le conducteur effectue pour son propre compte. Leur mise en relation, à cette fin, peut être effectuée à titre onéreux [...]* ». Il y a donc covoiturage dès le partage d'un trajet entre un conducteur et un passager.

Le « **Covoitureur** » désigne aussi bien le conducteur que le passager formant un équipage de covoiturage.

L' « **Opérateur** » désigne KLAXIT, la personne morale opérant le service de covoiturage pour mettre en relation les covoitureurs et redistribuer la politique incitative.

L' « **Opération** » désigne la politique incitative mise en place par la Collectivité et définie à [l'Article 3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION].

La « **Nouvelle Opération** » désigne, le cas échéant, la politique incitative mise en place par la Collectivité après la fin de l'Opération et telle que définie à [l'Article 4.4 Lancement d'une Nouvelle Opération].

Le « **Passager** » désigne la personne transportée par le Conducteur à des fins de Covoiturage.

Le « **Registre de preuve de covoiturage** » désigne le système d'information porté par la DGITM (Ministère de la Transition Écologique), permettant à l'Opérateur d'y faire converger ses preuves de covoiturage.

Un « **Trajet** » de covoiturage désigne le trajet d'un Conducteur avec un Passager en Covoiturage réalisé par le biais de l'Opérateur. Un Trajet est comptabilisé par Passager. Deux Passagers transportés en même temps par le même Conducteur équivaut donc à deux Trajets.

La « Date de démarrage de l'Opération », correspond à la date à laquelle l'Opérateur met en œuvre l'Opération, à savoir le :	01/07/2023
La « Date de fin de l'Opération », correspond à la date à laquelle il est prévu que l'Opérateur cesse de mettre en œuvre l'Opération	30/06/2024
Le « Montant de l'Opération » représente la somme allouée par la Collectivité à l'Opération, éventuellement complétée d'un reliquat d'une précédente opération	20 000€
	<i>Dont reliquat : 0€</i>
Le « Montant de l'Offre Klaxit Triple la Mise ! » correspond à la somme allouée par Klaxit pour augmenter le nombre de trajets incités et dépensée dans les conditions prévues à [Article 7 « OFFRE KLAXIT TRIPLE LA MISE ! »]	10 000€

Article 2. OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet de définir les conditions et modalités de l'Opération de la Collectivité visant à la distribution d'une politique incitative en faveur du covoiturage ainsi que les conditions et modalités de réactualisation de l'Opération ou le lancement d'une Nouvelle Opération telles que définies à [l'Article 4 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE].

Par la présente, KLAXIT s'engage :

- à signaler l'ensemble des Trajets réalisés via son service au Registre de preuve de covoiturage et ;
- à reverser la totalité des incitations versées par la Collectivité aux Covoitureurs éligibles à l'Opération
- à respecter strictement les conditions générales d'utilisation du Registre de preuve de covoiturage.

Les différentes fournitures et prestations éventuellement commandées par la Collectivité à KLAXIT ne sont pas couvertes par la présente Convention.

Article 3. DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

3.1. Éligibilité à l'incitation

Les trajets incités dans le cadre de l'Opération sont les Trajets répondant aux critères cumulatifs suivants :

- Trajets dont l'origine ou la destination est située sur le territoire de la Collectivité¹ et ;
- Trajets inscrits dans le Registre de Preuve de Covoiturage avec des niveaux de classe de type B ou C tels que définis par le Registre de Preuve de Covoiturage.

Les restrictions suivantes seront appliquées :

- 6 Trajets maximum pour le conducteur par jour (équivalent à 2 voyages avec 3 passagers à bord par jour) ;
- Une distance minimale de 2 km par Trajet ;
- Une distance maximale de 80km par Trajet.

Conformément à la convention multi-acteur de la région Normandie, la région s'est engagée à apporter une contribution financière. La modalité tarifaire convenu est une allocation de 0,50€ par trajet.

Les conditions de financement sont les suivantes :

- Trajets intra-régionaux
- Trajets inter-AOM (pour des trajets dont l'origine ou la destination est en dehors du territoire de la Collectivité)
- Trajets compris entre 5km et 80km

¹ Si le Trajet a son origine ou sa destination sur le territoire d'une autre collectivité territoriale ayant mis en œuvre une campagne de covoiturage, il sera alors pris en charge par la collectivité où se trouve le lieu de travail du Passager.

3.2. Modalités de l'incitation pour des trajets dont l'origine ou la destination est en dehors du territoire de la Collectivité

	Trajets de 2 à 20km	Trajets de 20 à 30km	Au-delà de 30km
Gain conducteur [GC]	2€ par passager transporté	2€ par passager transporté + 0,10€/km au-delà de 20km et par passager transporté	3€ par passager transporté
Incitation de la Région Normandie [IRN]	0,50 € par passager transporté	0,50 € par passager transporté	0,50 € par passager transporté
Incitation de la Collectivité [IC]	1,50€ par passager transporté	1,50€ par passager transporté + 0,10€/km au-delà de 20km et par passager transporté	2,50€ par passager transporté
Reste à charge pour le passager [= GC - IC - IRN]	0€	0€	0€

Dans l'hypothèse où la Région Normandie modifierait ou supprimerait le montant de son incitation financière, cette modification ou suppression s'imputerait au montant de l'incitation versé par la Collectivité.

3.3. Modalités de l'incitation pour des trajets dont l'origine et la destination sont sur le territoire de la Collectivité

	Trajets de 2 à 20km	Trajets de 20 à 30km	Au-delà de 30km
Gain conducteur [GC]	2€ par passager transporté	2€ par passager transporté + 0,10€/km au-delà de 20km et par passager transporté	3€ par passager transporté
Incitation de la Collectivité [IC]	2€ par passager transporté	2€ par passager transporté + 0,10€/km au-delà de 20km et par passager transporté	3€ par passager transporté
Reste à charge pour le passager [= GC - IC - IRN]	0€	0€	0€

L'Opérateur s'engage à reverser les sommes conformément au présent article et les éventuels changements de tarification devront faire l'objet d'un accord écrit entre les deux Parties.

Article 4. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

4.1. Entrée en vigueur et durée de la Convention

La Convention entre en vigueur dès signature par l'ensemble des Parties.

La Convention prend fin le dernier jour du troisième mois complet suivant :

- la Date de fin de l'Opération ou ;
- si existante, la date de fin de la Réactualisation de l'Opération telle que définie par les Parties à [l'Article 4.3 Réactualisation de l'Opération] de la présente Convention ou ;
- si existante, la date de fin de la Nouvelle Opération.

En cas de fin anticipée de l'Opération en raison de la consommation totale du Montant de l'Opération la Convention prend fin le dernier jour du troisième mois suivant cette fin anticipée.

4.2. Mise en œuvre de l'Opération et durée

L'Opérateur met en œuvre l'Opération à compter de la Date de démarrage de l'Opération et y met fin

- à la Date de fin de l'Opération (éventuellement réactualisée dans les conditions de l'Article 4.3) ou ;
- le cas échéant, à la date de consommation totale du Montant de l'Opération y compris si les incitations ont été avancées par l'Opérateur, dans les conditions fixées par la présente convention ou,
- le cas échéant, à la date de résiliation anticipée de la Convention dans les conditions prévues à [l'Article 13 RÉSILIATION DE LA CONVENTION].

Les Trajets de l'Opérateur éligibles au financement de la Collectivité sont pris en compte à compter de la Date de démarrage de l'Opération jusqu'à la Date de fin de l'Opération ou de la consommation totale du Montant de l'Opération. Dans cette dernière hypothèse, les Covoitureurs usagers des services de l'Opérateur devront alors être avertis par ce dernier de la fin anticipée de l'Opération.

4.3. Réactualisation de l'Opération

Si la Collectivité décide :

- de prolonger la durée de l'Opération et/ou ;
- d'augmenter le Montant de l'Opération et/ou ;
- modifier les modalités de l'incitation telles que définies à [l'Article 3.2 Modalités de l'incitation] ;

elle pourra décider de réactualiser l'Opération (la « **Réactualisation** »).

Les Parties pourront notamment discuter de la mise en œuvre d'une Réactualisation dès lors que :

- 50% du Montant de l'Opération ont été consommés et/ou ;
- l'Opérateur et/ou la Collectivité estiment que l'Opération mériterait d'être réactualisée au regard de la dynamique de la pratique du covoiturage sur le territoire.

La Réactualisation pourra être décidée par échange écrit entre les représentants des deux Parties définissant la Date de Fin réactualisée de l'Opération et/ou le Montant réactualisé de l'Opération.

Dans le cas où la Collectivité ne souhaiterait pas poursuivre sa politique d'incitation au-delà de la Date de fin de l'Opération, les dispositions de [l'Article 6 FIN DE L'OPÉRATION ET SOLDE] relatives à la fin de l'Opération s'applique.

4.4. Lancement d'une Nouvelle Opération

La Collectivité peut décider de lancer une Nouvelle Opération si :

- il a été mis fin à l'Opération pour quelque raison que ce soit et
- la Convention est encore en vigueur.

Dans cette hypothèse, la Collectivité pourra demander par écrit à l'Opérateur :

- d'utiliser, si existant, le solde de l'Opération pour la Nouvelle Opération et/ou ;
- d'avancer une partie de l'incitation financière dans l'attente du versement du Montant de la Nouvelle Opération. L'Opérateur dispose d'un délai de 15 jours pour accepter la demande, le silence valant refus. L'avance financée par l'Opérateur sera facturée à hauteur de 5% de son montant, sur un budget séparé du Montant de la Nouvelle Opération.

Le lancement d'une Nouvelle Opération et les modalités de l'avance pourront être décidés par échange écrit entre les représentants des deux Parties.

Article 5. MODALITÉS DE VERSEMENT

1. Versement d'une Avance permanente

Au plus tard à la Date de démarrage de l'Opération, la Collectivité crédite l'Opérateur d'une avance évaluée d'un commun accord entre la Collectivité et l'Opérateur correspondant aux prévisions d'usage pour les 6 derniers mois de l'Opération, ci-après « l'Avance permanente ». Cette Avance permanente a pour vocation d'éviter à l'Opérateur de devoir avancer l'incitation financière aux Covoitureurs pour le compte de la Collectivité, ce qui aurait pour effet de générer un besoin en fonds de roulement non supportable pour l'Opérateur.

Cette Avance permanente a été évaluée par les deux parties à la date de démarrage de l'Opération à 100% du montant total, soit 20 000€, qui sera facturée en 2 fois :

- Le premier paiement, correspondant à 10 000€, sera dû au début du partenariat. Ce premier paiement sera effectué dans un délai de 15 jours à compter de la date de signature du contrat.
- Le deuxième paiement, également d'un montant équivalent à 10 000€, sera facturé et dû 6 mois après le début du partenariat. Les modalités de paiement seront les mêmes que celles définies pour le premier paiement.

En cas d'insuffisance de l'Avance permanente pour financer le besoin en fonds de roulement réellement supporté par l'Opérateur, la Collectivité et l'Opérateur s'engagent à se rencontrer dans les meilleurs délais pour définir les modalités du versement d'un complément d'Avance permanente.

Si la date de versement du complément d'Avance permanente est postérieure à la date de consommation de l'intégralité de l'Avance permanente initiale, la Collectivité pourra demander par écrit à l'Opérateur d'avancer une partie de l'incitation financière dans l'attente du versement du complément d'Avance permanente. L'Opérateur dispose d'un délai de 15 jours pour accepter la demande, le silence valant refus. L'avance financée par l'Opérateur sera facturée à hauteur de 5% de son montant, sur un budget séparé du Montant de la Nouvelle Opération.

Les modalités de l'avance financée par l'Opérateur pourront être décidées par échange écrit entre les représentants des deux Parties.

Article 6. FIN DE L'OPÉRATION ET SOLDE

A la Date de fin de l'Opération, éventuellement réactualisée, ou à la date de résiliation de la Convention, l'Opérateur, sur demande de la Collectivité, adressera sous 45 jours ouvrés un état de solde, signé par son représentant dûment habilité, à l'attention de la Collectivité.

Cet état reprendra le total des sommes perçues par l'Opérateur depuis la Date de démarrage de l'Opération jusqu'à la Date de fin de l'Opération ou de résiliation de la convention et le total des sommes reversées aux Covoitureurs au titre des Trajets éligibles réalisés sur la même période.

Dans le cas où les sommes perçues par l'Opérateur excéderaient les sommes reversées aux Covoitureurs, l'Opérateur s'engage à reverser à la Collectivité la différence sous 30 jours suivant la transmission de l'état de solde, sauf en cas d'imputation de ce solde à une Nouvelle Opération dans les conditions prévues à [l'Article 4.4 Lancement d'une Nouvelle Opération].

Les contacts concernant la facturation sont :

		Nom	Titre	Courriel	Téléphone
Opérateur	Contact projet	Benjamine DUPIRE	Consultante Mobilité	benjamine.dupire@blablacar.com	06 76 80 15 84
	Contact facturation	Pierre DAVID	Administration des ventes	pierre.david.ext@blablacar.com	01 84 17 64 49
	Responsable du service facturation	Vincent TEXIER	Directeur Administratif et Financier	vincent.texier.ext@blablacar.com	01 84 17 64 49
Collectivité	Contact projet	Aline TREILLARD	Cheffe de Projet PLUI et Mobilités	aline.treillard@cdcla.fr	02 32 48 09 41
	Contact facturation	Laëticia PERREIRA	Service Facturation	laeticia.perreira@cdcla.fr	02 32 68 34 49
	Responsable du service facturation	Magalie ROUSSEL	Responsable Facturation	magalie.rousseau@cdcla.fr	02 32 49 61 27

Article 7. « OFFRE KLAXIT TRIPLE LA MISE ! »

Dès consommation totale du Montant de l'Opération Klaxit incitera les conducteurs sur les mêmes critères techniques et financiers que ceux définis à l'Article 3 :

- au plus tard jusqu'au douzième mois inclus après la Date de démarrage de l'Opération et ;
- au plus tard jusqu'au terme de la Convention et ;
- dans la limite totale du Montant de l'Offre Klaxit

Klaxit tient à la disposition de la Collectivité l'état de consommation du Montant de « l'Offre Klaxit Triple la Mise ! »

Article 8. CONTRÔLE

La Collectivité se réserve le droit de prendre toute disposition jugée nécessaire pour contrôler la bonne application de la présente Convention, et notamment des demandes de documentation, un contrôle sur site, des audits techniques et financiers.

En cas de non-respect avéré de cette Convention, la Collectivité, après demande de mise en conformité, pourra résilier de plein droit la présente convention dans les conditions prévues à l'Article 12.

Article 9. COMMUNICATION

L'Opérateur s'engage à mentionner la Collectivité, financeur de l'Opération, sur son service (site Internet et application mobile) ainsi que sur tout acte de communication ou d'information destiné au public concernant l'Opération.

À la signature de la présente convention, la Collectivité s'engage à organiser une réunion avec son service communication (ou tout service compétent en la matière) afin de déterminer précisément les règles de communication permettant à l'Opérateur de communiquer librement sur l'Opération à partir du moment où ces dernières sont strictement respectées.

La Collectivité et l'Opérateur s'engagent à s'informer mutuellement et au préalable de toute communication vis-à-vis de la presse et à respecter les éléments de langage définis et validés communément.

Article 10. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de la Convention sont les suivantes :

- La présente convention datée et signée ;
- en Annexe : La délibération autorisant à signer la présente Convention.

Article 11. CESSION DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention est conclue *intuitu personae*. Ainsi, les Parties ne peuvent céder leurs droits et obligations découlant de la présente Convention à un tiers sans l'accord exprès et préalable de l'autre Partie.

Toutefois, et par dérogation au paragraphe précédent, l'Opérateur peut céder ses droits à toute personne morale qui, directement ou indirectement au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce :

- le contrôle,
- est contrôlée par une autre personne morale qui le contrôle également.

Cette cession doit être précédée d'un courrier (ou courriel) permettant d'en certifier la réception, informant de l'opération de cession et démontrant de la capacité technique et financière du cessionnaire pour exécuter la présente Convention.

Article 12. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

À la demande expresse et motivée de l'une des parties, la Convention peut être résiliée en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours ouvrés démarrant à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente Convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à état de solde tel que défini à l'Article 6. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'Opérateur.

Article 13. RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la Convention. A défaut de règlement amiable, dans un délai de 2 mois courant à compter de l'envoi par la partie la plus diligente d'une lettre recommandée avec accusé de réception, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Rouen.

La présente Convention est établie en deux exemplaires originaux.

Pour la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LYONS
ANDELLE

Fait à Charleval, le 05 juin 2023

M. Jean-Luc ROMET,
Président

Pour KLAXIT

Fait à Paris, le 05 juin 2023

M. Adrien TAHON,
Vice-Président Business Development

PROJET